



## RAPPORT

**Forum régional sur la transformation vers des systèmes agricoles durables – partage d'expériences de mise à l'échelle, de financement et d'institutionnalisation du système de Riziculture Intensive (SRI) en Afrique de l'Ouest**



(Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo)

Du 5 au 7 mai 2025, Hôtel de l'Amitié, Bamako - Mali

Mai 2025

## **I. INTRODUCTION**

Le forum régional sur la transformation vers des systèmes agricoles durables – partage d’expériences de mise à l’échelle, de financement et d’institutionnalisation du système de riziculture intensive (SRI) en Afrique de l’Ouest s’est tenu du 05 au 07 mai 2025 à l’hôtel de l’Amitié de Bamako au Mali sous la présidence du Premier Ministre, Ministre de l’Administration territoriale et de la Décentralisation du Mali le Général de division Abdoulaye MAIGA.

### **1.1. Rappel des objectifs du forum**

L’objectif global du forum est de créer un cadre d’échanges entre les acteurs des chaînes de valeur riz afin de partager les expériences et dégager des pistes communes pour la promotion du SRI.

De façon spécifique il visait à :

- faire l’état des lieux des politiques et stratégies agricoles de promotion du SRI par pays ;
- partager les mécanismes de financement du SRI au niveau pays et au niveau régional ;
- partager les expériences d’adaptation et d’atténuation des effets du changement climatique en lien avec le SRI ;
- proposer une feuille de route pour la mise à échelle du SRI au plan national et régional.

### **1.2. Résultats attendus du forum**

A l’issue des travaux du forum, il est attendu :

- l’état de lieux des politiques et stratégies agricoles de promotion du SRI par pays est fait ;
- les mécanismes de financement du SRI au niveau pays et au niveau régional sont partagés ;
- les expériences d’adaptation et d’atténuation des effets du changement climatique en lien avec le SRI sont partagées ;
- une feuille de route pour la mise à échelle du SRI au plan national et régional est proposée.

## **II. DEROULEMENT DU FORUM**

Le forum s’est déroulé suivant une méthode interactive à travers des panels, des présentations sur l’état de la SRI par pays en termes d’historique, d’acquis, de défis, des acteurs impliqués et des perspectives. Des travaux de groupes, des expositions et des visites sur le terrain ont aussi eu lieu.

## **JOUR I**

### **2.1. Cérémonie d'ouverture**

La cérémonie d'ouverture du forum était placée sous la présidence de Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du Mali, le Général de division Abdoulaye MAIGA. Elle a été marquée par les mots de bienvenue de Mme Aminata Dramane TRAORE, Présidente de la Délégation spéciale de la commune II du District de Bamako, suivie de l'intervention de Monsieur Faliry BOLY, Président de l'interprofession de la filière riz au Mali (IFRiz-M), de Mme Elizabeth van Den AKKER, Chef de la Coopération allemande au Mali, représentant l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Mali et du discours d'ouverture du forum par Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation du Mali le Général de division Abdoulaye MAIGA.

#### **2.1.1. Mots de bienvenue de la Présidente de la Délégation spéciale de la commune II du District de Bamako Mme Aminata Dramane TRAORE**

Souhaitant très cordialement la bienvenue aux participants du forum régional sur la transformation vers des systèmes agricoles durables – partage d'expériences de mise à l'échelle, de financement et d'institutionnalisation du système de riziculture intensive (SRI) en Afrique de l'Ouest, elle a remercié l'IER et son partenaire l'Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne au Mali pour cette initiative. Dans son intervention, elle a souligné la fragilité sur le plan environnemental de la commune II qui abrite le grand marché de Bamako donc enclin à d'énormes défis. Elle a souhaité que les méthodes qui sont explorées notamment la transformation des déchets en engrais organique jusqu'ici et qui méritent d'être soutenues et consolidées devront permettre l'assainissement des villes, la création d'emplois notamment pour les jeunes et les femmes, et garantir à nos populations une alimentation saine. Avant de conclure elle a souhaité plein succès aux travaux.

#### **2.1.2. Intervention du Président de l'interprofession de la filière riz au Mali (IFRiz), Monsieur Faliry BOLY**

Dans l'entame de ses propos, il s'est présenté en tant que producteur de riz de la zone Office du Niger. Ensuite, il a sollicité que les autorités puissent être à l'écoute des producteurs pour comprendre leurs préoccupations en vue de prendre les bonnes décisions leur concernant. Il a rappelé qu'auparavant le riz était une denrée de fête mais qu'après les années 2008 où le sac de mil coûtait plus de 40 000 FCFA à l'époque, il était préférable d'acheter un sac de riz. Donc il y a eu un changement dans les systèmes alimentaires. C'est ainsi que dans les années 2000 les producteurs ont créé le réseau des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) dont le siège est à Ouagadougou au Burkina Faso avec 13 pays membres. Ensuite en 2011 à Bamako, il a été créé le cadre régional des riziculteurs de l'Afrique de l'Ouest, comprenant 13 pays avec la participation de la CEDEAO et de l'UEMOA. Ainsi, pour

contribuer à augmenter la production rizicole, ce cadre régional a élaboré un programme quinquennal qui a été arrimé au programme du ROPPA qui lui-même était aussi arrimé à l'Offensive Riz qui malheureusement a été un échec. Avec le ROPPA, la meilleure façon d'augmenter la production rizicole c'était le SRI. La présente rencontre se situe également dans le cadre de la promotion du SRI pour augmenter la production rizicole en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire et nutritionnelle. En terminant son allocution il a remercié la Coopération allemande qui a aidé à développer le SRI ainsi que les plus hautes autorités du pays dont il sollicite vivement le soutien politique.

### **2.1.3. Allocution du Chef de la Coopération allemande au Mali, représentant l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Mali**

Dans son allocution, il a tout d'abord transmis les salutations de l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne et exprimé son plaisir et grand honneur de prendre la parole au nom de la Coopération allemande à l'occasion de l'ouverture de ce forum régional sur le SRI. Ensuite, il a salué la participation et l'engagement de tous les participants pour le succès de ce forum à portée stratégique pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Il a tenu à rappeler l'accompagnement du Mali par la Coopération allemande sur la voie du développement économique et social dont le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire constitue l'axe le plus important de cette coopération en termes de financement et de nombre de projets en communs. Il a souligné que le riz constitue une denrée de base et occupe une place prépondérante dans la sécurité alimentaire des populations rurales et urbaines en Afrique de l'Ouest. La demande croissante en riz à cause de la croissance démographique et de l'accroissement de la consommation qui dépasse la production entraîne une augmentation croissante de l'importation de riz. Cette situation pèse lourdement sur les dépenses publiques et expose les pays à la volatilité des prix mondiaux. Afin de répondre efficacement à ces défis, le SRI est une possibilité d'augmenter les rendements tout en préservant les ressources naturelles. Toutefois, il a souligné que le SRI n'est pas facile à mettre en œuvre, car exige de la part des agriculteurs, des efforts et des connaissances supplémentaires.

### **2.1.4. Présentation des participants**

La présentation des participants a été ensuite faite par le modérateur. Le forum a enregistré les participants des pays bénéficiaires du projet (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée-Conakry, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo), des partenaires techniques et financiers, des gestionnaires de projets partenaires, des représentants d'organisations communautaires et de la société civile (organisations de producteurs, ONGs, Associations, etc.), des représentants d'institutions de recherches et développement (AfricaRice, CORAF et l'OSS), GIZ, l'Institut d'Economie Rurale (IER) et des médias.

### **2.1.5. Discours d'ouverture de Monsieur le Premier Ministre**

Dans son discours d'ouverture officiel du forum, Monsieur le Premier Ministre a exprimé toute sa joie d'être parmi les participants pour parrainer le forum régional sur la transformation vers des systèmes agricoles durables – partage d'expériences de mise à l'échelle, de financement et d'institutionnalisation du Système de Riziculture Intensive (SRI) en Afrique de l'Ouest. A ce titre, il a souhaité la bienvenue à tous les participants en terre africaine du Mali.

Il a rappelé l'importance du riz dans les choix stratégiques pour l'autosuffisance alimentaire dans nos pays où la consommation en Afrique de l'Ouest s'élève à 20 millions de tonnes par an soit une moyenne de 45 à 55 kg par habitant.

Il a ensuite rappelé le potentiel hydro-géo-physique irrigable du Mali qui est de plus de 2 millions d'hectare, de la diversité des systèmes de riziculture et l'existence de volonté politique. Il a aussi rappelé la vulnérabilité au changement climatique des pays de l'Afrique de l'Ouest, des initiatives régionales lancées en 2013 « Offensive Riz » qui n'ont pas été couronnées de succès. Donc des objectifs et actions à court et moyen-terme sont nécessaires pour soutenir les producteurs vulnérables, à travers une véritable stratégie de relance axée sur l'intensification de la production et la création d'un marché plus compétitif pour tous les acteurs de la filière. Et pour atteindre cet objectif, le Système de Riziculture Intensive (SRI) qui offre un énorme potentiel pour intégrer des méthodes de culture adaptées au climat et écologiquement durables parait comme une des solutions fiables. Il a rappelé qu'au Mali, le Programme National de mise à échelle du SRI vise en 10 ans une augmentation d'au moins 20% de la production nationale de riz soit 1 million de tonnes de riz paddy.

Il a par ailleurs pris l'engagement que le gouvernement du Mali ne ménagera aucun effort pour aider à l'atteinte des objectifs du développement de la riziculture et du SRI dans la région et la mise en œuvre efficiente de vos recommandations parce que les stratégies et les objectifs du SRI sont en accord avec la vision “ **Mali Kura nyetaasira ka ben san 2063**” et la stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement durable (SNEDD) 2024-2033 qui vise à promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif, à développer une industrie intégrée à l'économie compétitive et créatrice d'emplois et à promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités.

Il s'est dit convaincu qu'à l'issue de vos travaux, les défis seront relevés et les opportunités les plus pertinentes mises à profit pour assurer le développement de la recherche rizicole et de la riziculture en Afrique de l'Ouest par le développement et l'accès aux nouvelles technologies tels que le SRI incluant du matériel végétal à rendement élevé et résilient au changement climatique, des bonnes pratiques agricoles et de gestion des récoltes ainsi que de bonnes méthodes des opérations post-récoltes, etc.

Avant de déclarer ouverte les travaux du forum régional sur la transformation vers des systèmes agricoles durables – partage d'expériences de mise à l'échelle, de financement et d'institutionnalisation du système de Riziculture Intensive (SRI) en Afrique de l'Ouest, il a réitéré ses remerciements à l'endroit de la Coopération

allemande en général et la GIZ en particulier, pour la prise en charge financière de cet événement capital.

#### **2.1.5. Visite des stands**

Après l'ouverture officielle du forum, une visite des stands a été effectuée par Monsieur le Premier Ministre, accompagné des officiels.

#### **2.2. Panel introductif sur la transformation nécessaire des systèmes agroalimentaires et les rôles des différents intervenants**

Sous la modération de monsieur Siriman SACKO, ce panel a été animé par Dr Kalifa TRAORE (Directeur général de l'IER, représentant le Ministre de l'Agriculture du Mali), Dr Moumini SAVADOGO (Directeur exécutif du CORAF) et Elizabeth van Den AKKER (Représentante de l'Ambassadeur de la République d'Allemagne au Mali).

Les interventions ont porté principalement sur les acteurs clés du système de transformation agroalimentaire, les actions en cours dans les domaines de la cadre de la complémentarité pour une mise à échelle de la SRI, les défis majeurs et l'accompagnement de la coopération allemande.

A la question sur les acteurs clés du système de transformation agroalimentaire les panélistes ont expliqué qu'on les retrouve sur tous les maillons de la chaîne de valeur. Principalement au niveau du dernier maillon c'est-à-dire la transformation, l'IER à travers le Laboratoire de Technologie Alimentaire est engagé dans la formation des produits à travers des processus d'incubation. Ce système de formation est un processus de formation des formateurs, car les incubées sont en mesure de former aussi d'autres personnes. A travers ce processus d'incubation il s'est installé une connexion entre chercheurs et producteurs/transformateurs où les problématiques sont transformées en question de recherche pour trouver des solutions adéquates.

A la question sur le fait que le taux d'adoption des technologies et innovations éprouvées par la recherche soit encore en deçà des attentes au niveau des producteurs, les panélistes ont identifié les facteurs suivants :

- la recherche semble en avance sur les niveaux l'adoption des technologies,
- l'aspect organisationnel des producteurs est à revoir,
- l'appui de l'Etat aux organisations paysannes est à repenser,
- l'organisation des producteurs en coopératives est à accentuer pour améliorer l'accès aux semences,
- l'instauration d'un système de contractualisation entre les producteurs de semences et les agriculteurs.

Par rapport aux actions en cours dans les domaines du cadre de la complémentarité pour une mise à échelle de la SRI d'une part et sur les défis majeurs au niveau du CORAF pour atteindre ses objectifs, ils ont évoqué plusieurs actions qui sont entre autres :

- le travail en synergie entre les instituts nationaux de recherche,

- le réseautage entre les institutions de recherche, les universités et les producteurs,
- au niveau des filières, la mise en place des plates-formes d'innovations pour permettre d'identifier les goulots étranglements et proposer des solutions appropriées par rapport à l'approvisionnement en intrants, la production, la commercialisation et la transformation,
- l'accompagnement des centres de spécialisation et notamment du CSR-Riz, en mettant à dispositions des communautés, les innovations technologiques à travers des pôles d'immersion technologiques,
- la mise en place de villages intelligents face au climat où l'information climatique peut être mise à profit pour prendre des décisions adéquates,
- le Marché des Technologies agricoles MITA permet l'accès aux technologies agricoles (Pour rappel, le Mali va abriter l'édition de 2025 en Octobre où les questions sur les sols pourront être débattus). Toutes les initiatives sont co-développées avec les producteurs.

Concernant les défis majeurs au niveau du CORAF, Dr SAVADOGO a distingué d'abord les défis liés au sous-secteur riz qui porte essentiellement sur la disponibilité de semences certifiées pour les différents utilisateurs. Pour les défis au niveau du CORAF, il expliqué entre autres :

- l'accompagnement spécifique de la recherche pour développer des semences de pré-base et de base et l'accompagnement des producteurs,
- la préservation des semences locales par leur inscription aux catalogues,
- la transformation des productions agricoles pour répondre aux besoins des consommateurs (c'est à dire s'engager vers un esprit d'économie circulaire),
- repenser le financement des projets dans le cadre de véritables partenariats reposant sur les besoins réels des producteurs avec l'accompagnement des partenaires,
- la création d'une synergie des actions au niveau de chaque pays et au niveau régional,
- la connexion entre les acteurs pour les maintenir dans leur fonctionnement (challenger de trouver des mécanismes ou le réseau fonctionne correctement).

Enfin par rapport à l'appui avec la coopération allemande, Mme Elizabeth van Den AKKER (Représentante de l'Ambassadeur d'Allemagne) a précisé que la coopération allemande a appuyé non seulement la formulation du Programme national SRI au Mali mais aussi l'irrigation de proximité. Elle a aussi appuyé la formation des acteurs. En perspective, elle a souligné que compte tenue de la rareté des fonds, ce forum doit sortir une feuille de route claire de ce qu'on veut faire et de ce qu'on attend de la Coopération allemande.

Aux propos des panelistes, des contributions ont été faites par les participants. Les contributions ont porté essentiellement sur l'importance du SRI en termes de rendement et de besoin en semence, la faible adoption des semences améliorées dans

le cadre du SRI d'où le besoin d'adosser certains financements à l'utilisation de semence améliorées, le nombre élevé d'acteurs dans la transformation qui crée des manques de matières premières, la nécessité de mutualiser les moyens afin de permettre à nos pays africains de relever les défis liés à la faiblesse de la production.

A la question liée à la pénibilité d'enfouissement des granulés, il a été répondu que des outils appelés **applicateurs** ont été développés pour mettre les granulés sous les plants. L'IFDC en collaboration avec la recherche avait fait ce travail, mais c'est l'adoption qui n'a pas suivie.

Pour conclure, le modérateur a fait un résumé succinct des points importants à retenir de ce panel. Il s'agit entre autres :

- la nécessité d'avoir une volonté politique au niveau de chaque pays pour le SRI,
- reconnaître la valeur ajoutée de chaque chaîne de valeur,
- mettre l'accent sur le partenariat et la synergie des parties prenantes du SRI,
- la nécessité d'impliquer le secteur privé dans le financement de la riziculture en général et du SRI en particulier (l'Etat n'est pas efficace sur certains niveaux de la chaîne de valeur),
- de la nécessité d'élaborer une feuille de route claire et précise pour le court, moyen et long terme.

### **2.3. Rappel des termes de références**

La présentation du rappel des termes de références du forum a été faite par Dr Kalifa TRAORE (DG de l'IER).

Dans cette présentation il a été rappelé le contexte qui est lié au choc suite à la chute de la production céréalière avec comme conséquence la fluctuation des prix des céréales. Face à cette situation, les pays ont donc décidé d'accroître la sécurité alimentaire pour laquelle le riz occupe une place importante. Face à la forte croissance démographique estimée à 3,6% par an, à l'urbanisation rapide, et au changement des habitudes alimentaires, la demande du riz connaît une croissance aussi comparable à celle de la production nationale. Ce qui s'est traduit par une croissance du volume des importations et ce, malgré l'augmentation du volume de la production domestique. Développer la production du riz représente donc non seulement une opportunité pour réduire la vulnérabilité aux chocs externes et les sorties massives de devises mais aussi un moyen d'accroître les revenus des ménages. Dans le cadre de la promotion du SRI au Mali, le Centre d'Innovation Verte de la coopération allemande (CIV/GIZ) en collaboration avec la Direction Nationale de l'Agriculture a élaboré le Programme National de la riziculture intensive (PN-SRI).

L'objectif global du forum est de créer un cadre d'échanges entre les acteurs des chaînes de valeur riz afin de partager les expériences et dégager des pistes communes pour la promotion du SRI.

A l'issue des réunions de planification, il est attendu :

- l'état de lieux des politiques et stratégies agricoles de promotion du SRI par pays est fait ;
- les mécanismes de financement du SRI au niveau pays et au niveau régional sont partagés ;
- les expériences d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique en lien avec le SRI sont partagées ;
- une feuille de route pour la mise à échelle du SRI au plan national et régional est proposée.

#### **2.4. Présentation SRI-pays**

A travers des présentations en diapositives (PowerPoint), chaque pays a présenté la situation du SRI. Ainsi le niveau de la mise en œuvre a été présenté respectivement par le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Toutes les présentations ont porté sur les points suivants :

- le contexte de la riziculture en général et du SRI en particulier ;
- l'historique ;
- les principaux acquis ;
- les défis majeurs ;
- les acteurs impliqués dans le sous-secteur et ;
- les conclusion et suggestions pour la promotion du SRI.

## **JOUR II**

Le deuxième jour du forum a débuté par l'observation d'une minute de silence suite à la disparition dans la nuit de l'épouse de Dr Kalifa TRAORE (Directeur général de l'IER).

### **1. Suite Présentation pays**

Après la marque de compassion envers la famille de la disparue, les travaux ont repris avec la présentation de l'état du SRI respectivement de la Sierra Leone, du Togo et de la Gambie.

Après la présentation du niveau de mise en œuvre du SRI dans les 13 pays, il s'en est suivi la réaction des participants à travers des observations et des questions de compréhension. Elles ont porté essentiellement sur les principes du SRI, les niveaux de mise à échelle variables dans les pays, l'âge des plantules, les quantités de fumure organique indiquées, les mécanismes de financement, les barrières douanières pour la commercialisation, les questions foncières.

Tout d'abord il a été expliqué que le Mali est en avance sur les autres pays où un programme national de mise en échelle du SRI a été élaboré, et son adoption par les autorités politiques est en cours. De même par rapport à son financement, un forum pour la mise en place des mécanismes de financement soutenu est en cours. Donc les autres pays doivent s'inspirer de l'exemple du Mali.

Par rapport aux principes du SRI, qui varient d'un pays à un autre, la question était de savoir s'il n'est pas possible de réfléchir à une harmonisation des principes pour tous les pays ? A cette question, Dr Karim TRAORE (Coordinateur CRS-Riz, Mali) a apporté des éléments de réponse très explicatifs. En effet, il a précisé que lors de l'atelier régional de formation des formateurs à Grand Lahou en Côte d'Ivoire en 2024, les principes du SRI retenus sont au nombre de 4. Les autres sont des pratiques et non des principes. Les 4 principes sont : i) Encourager l'établissement des plantules saines, ii) minimiser la concurrence entre les plantules, iii) construire des sols fertiles riches en MO et en biote bénéfique, et iv) gérer l'eau avec précaution afin d'éviter les inondations et le stress hydrique. Par rapport à l'application de la fumure organique et la quantité recommandée par hectare, il a expliqué que celle-ci est fonction de l'objectif de production. Elle varie entre 2 et 10 tonnes/ha.

Par rapport à l'âge variable des plantules d'un pays à un autre, des apaisements ont été donnés, en ce sens que des intervalles de 10 à 15 jours peuvent être acceptables, même si cela paraît irréalisable par tous les producteurs SRI. Comme alternative au Niger c'est surtout le stade phénologique est priorisé, où on raisonne en termes de nombre de feuilles (stade 3 feuilles par exemple).

Des observations sur la forte dépendance de nos pays aux importations de riz ont été des arguments qui plaident en faveur du SRI, qui de par sa productivité élevée par rapport à la riziculture conventionnelle peut être une alternative sûre pour l'accroissement de la production et de la productivité de la riziculture dans les pays concernés. Au regard de cette situation, la promotion de la mise à échelle du SRI doit être soutenue dans tous les pays afin de palier à la variabilité du niveau d'adoption. En effet depuis plus de 20 ans on vante les bienfaits du SRI, mais l'impact réel sur les productions nationales peine à se faire voir. Pour cela il a été rappelé la nécessité de partage d'expérience entre les pays. Il est à reconnaître que des efforts sont faits dans certains tels que la Sierra Leone où beaucoup d'effort sont en cours dans les aménagements pour accroître la productivité afin de nourrir les populations.

Dans le cadre du financement il a été rappelé aussi la nécessité de prioriser non seulement les mécanismes, mais aussi les chaînes de valeur. Par ailleurs la question du foncier qui peut constituer un goulot d'étranglement pour la réalisation de certaines infrastructures a été aussi discutée.

Il est ressorti dans les débats que les défis à la promotion du SRI sont entre : la pénibilité de travail en termes de mains d'œuvre, la mécanisation des travaux, la formation des acteurs, les aménagements non adaptés au SRI, les questions liées au financement, l'absence de capitalisation des projets déjà réalisés pour lesquels les acquis pouvaient permettre de continuer les projets.

## **2. Panel sur le changement climatique**

Le premier panel de la journée a été animé par Dr Eliott (représentant le Directeur général de AfricaRice), Mr Mahamane ZAKARA (représentant le Directeur général de l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD), M Nabil Ben

Kathrale Secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), et Dr Prince EMMANUEL (Directeur du Centre National de la Recherche Agricole de la Sierra Leone « SLARI »). La facilitation de ce panel a été assurée par Dr Ousmane M JARJU (Centre National de la Recherche Agricole de Gambie « NARI »).

Par rapport au fait que le SRI est une solution pour le changement climatique et qui permet de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Tous les panelistes ont été unanimes sur ce point de vue. Ils ont expliqué que dans toutes les écologies, le changement climatique impacte négativement les rendements dans le système conventionnel et que le SRI contribue à atténuer les effets du changement climatique avec une réduction du niveau de consommation d'eau d'environ 30-40% liée la pratique d'alternance de l'irrigation et de sécheresse à la parcelle, donc une réduction de gaz à effet de serre (GES). A ce titre il permet de contribuer aux engagements de la Convention Déterminée Nationale (CDN). Il permet de contrôler l'irrigation par conséquent, il évite l'inondation permanente des parcelles qui est source de GES. Il renforce la séquestration du carbone. La réduction de GES du SRI par rapport à la méthode conventionnelle est de 22%. L'utilisation efficace de la fumure permet aussi d'améliorer en plus de la santé du sol, celle de l'homme. Le SRI permet donc de contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation des effets du changement climatique. Donc, le SRI a besoin de soutien politique et c'est dans ce contexte que par exemple l'OSS est engagé à travers le projet RICOWAS qui vise 150000 producteurs à travers 13 pays en Afrique.

Par rapport aux mécanismes d'institutionnalisation du SRI au niveau national et régional, les panelistes ont pensé que cela permet une appropriation des acquis par les parties prenantes pour une durabilité qui est vraiment essentielle non seulement au niveau national mais régional. L'institutionnalisation doit se faire sur une base claire et cela revient à expliquer clairement pourquoi il faut institutionnaliser (améliorer les rendements ou étendre les superficies par exemple) pour faire face aux contraintes climatiques qui nous imposées. C'est aussi des textes qui vont exiger des actions (interdit, incitation) et tout cela doit s'intégrer dans une vision globale. A titre de proposition par exemple, l'institutionnalisation peut se faire à travers 4 piliers à savoir : i) intégré le SRI dans les politiques (CDN) et les plans de développements locaux (PDSEC), ii) mettre en place des comités de pilotage intersectoriel sur le SRI (Cadre de gouvernance), iii) allez vers le financement du SRI par le secteur privé et aussi améliorer les mécanismes de financement tels que les fonds climat et iv) le renforcement des capacités surtout les acteurs locaux.

En termes de perspectives, les panelistes ont entre autres évoqué le mérite du SRI, mais que l'arbre ne doit pas cacher la forêt, donc la recherche doit apporter des réponses à certains aspects liés au SRI tels que la mécanisation, la fumure organique, les types de sols favorables au SRI dû au niveau de leur nappe phréatique, les émissions de méthanes, etc. Il faut donc une recherche opérationnelle orientée vers

la rentabilité socio-économique et qui répondent aux vraies questions des producteurs, c'est à dire la recherche qui accompagne réellement les producteurs.

A la suite du panel, quelques réactions des participants ont porté sur la nécessité de travailler en équipe pluridisciplinaire dans le cadre du SRI sur les 4 principes qui le gouvernent. L'objectif de cela est de développer les principes en fonction des écologies de chaque localité.

Il a été expliqué aussi que la recherche appliquée est certes nécessaire mais que la recherche fondamentale est aussi indispensable dans le système, donc les deux ne sont pas incompatibles, elles sont plutôt complémentaires.

### **3. Panel sur le financement du SRI**

Facilité par Pr Abdourahamane SANGARE (Directeur CNRA de Côte d'Ivoire), le panel sur le financement du SRI a été animé par Dr Drissa SEREME (Directeur général de l'INERA du Burkina Faso), Dr Paul BOSSOU (Directeur général du CSIR du Ghana), Mr Faliry BOLY (Cadre régionale des Organisations des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest), Dr Omar ABDULAYE (représentant le Secrétaire Exécutif de l'Institut de la Recherche Agricole du Nigeria).

Par rapport aux stratégies existantes de financement du SRI dans nos pays, plusieurs cas ont été évoqués. Ainsi au Mali par exemple on peut citer : l'Aide de la coopération allemande sur le SRI pour le financement du Programme national, ensuite il y'a SOS faim Belgique qui a appuyé la recherche sur le SRI au niveau des producteurs. Le PAPAM et le WAPP ont aussi aidé dans la mise en œuvre du SRI Mali. Au niveau du Ghana on peut citer le gouvernement, les institutions financières, les instruments tels que les fonds d'adaptation et les fonds climats. Au Burkina les sources de financement sont multiples parmi lesquelles on distingue les financements endogènes (Initiative 1 million de tonne de paddy, Initiative du président, Offensive agropastorale et halieutique, Aménagement de 1 million d'ha). On a aussi les référentiels (documents) tels que le PNDS, la SNDFA, la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (3 millions de tonnes de paddy à l'horizon 2030), l'Agence Nationale de Valorisation des résultats de la recherche (ANVAR), la contractualisation avec les ONG, les secteurs privés et l'approche projets-collaboratifs financés par les PTF, les banques, etc. Au Nigeria, les sources sont connues mais l'accès est difficile. Une plate-forme a été mise en place pour y accéder : le gouvernement budgétise l'aide à l'agriculture, il y'a le plan compétitif de recherche, les subventions au niveau national (Fondation de Dangote) et internationale (RICOWAS), la banque finance la chaîne de valeur agricole à travers des prêts (via des coopératives), l'assurance agricole.

Parmi les mécanismes de financement, celui des banques rencontre quelques difficultés. En effet, les banques ne financent pas les exploitations qui sont de petite taille et dont la production est dépendante de la pluviométrie parce que cela constitue beaucoup de risques pour elles. Il y'a aussi le problème de garantie. Pour le financement par le secteur privé, les petites exploitations ne font pas tellement son affaire d'où une difficulté d'accéder au financement du secteur privé. Par contre au

Nigeria, le secteur privé a été impliqué dans le financement de la production rizicole et un fonds de développement agricole a été créé.

Des contributions ont été faites par les participants. Ainsi par rapport à l'accès au financement par le secteur privé il y'a une nécessité de changement de narratif pour faire comprendre que l'agriculture est une activité économique et de décliner clairement les chaînes de valeur. Des interventions ont été faites aussi dans le sens que nos Etats doivent s'engager davantage dans le secteur où des prélèvements sur les importations peuvent être faits en vue d'appuyer la recherche.

Par ailleurs l'accréditation de certaines institutions bancaires au fonds verts climats peut être des leviers pour lever des financements auprès de ces institutions.

#### **4. Travaux de groupe**

Les participants ont été répartis en groupes de travail, dont un groupe par thématique de discussion. Il est demandé à chaque groupe d'échanger sur les questions qui lui sont adressées.

Le thème 1 se rapporte aux Politiques et stratégies agricoles en faveur de la promotion du SRI :

1. énumérer les politiques et stratégies régionales en faveur du secteur rizicole et du SRI ;
2. énumérer les politiques et stratégies dans les pays en faveur du secteur rizicole et du SRI ;
3. décrire les difficultés de mise en œuvre de ces politiques et stratégies ;
4. proposer les solutions pour lever les difficultés ;
5. proposer les axes de recherche à l'échelle régionale.

Le thème 2 se rapporte au mécanisme de financement du SRI :

1. énumérer les mécanismes de financement du secteur rizicole et du SRI ;
2. décrire les difficultés de mise en œuvre de ces mécanismes de financement ;
3. faire des recommandations pour le financement durable du SRI dans les pays et à l'échelle régionale ;
4. proposer les axes de recherche à l'échelle régionale.

Le thème 3 est en rapport avec l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique en lien avec le SRI :

1. quelles sont les pratiques d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique en lien avec le SRI ?
2. quelles sont les méthodes d'évaluation des gaz à effet de serres ?
3. proposer les axes de recherche à l'échelle régionale.

Le thème 4 concerne l'accès au marché régional pour la commercialisation du riz.

Différents pays projettent de satisfaire leur sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'horizon 2030 et exporter l'excédent.

1. quelles sont les barrières qui pourraient entraver l'atteinte de ces objectifs ?

2. quelles sont les solutions envisageables ?
3. proposer les axes de recherche à l'échelle régionale.

## **Jour III**

La troisième journée du forum a été consacrée dans la matinée à une sortie sur le terrain pour visiter différents sites de réalisations d'activités en lien avec la riziculture, puis dans l'après-midi à la restitution des travaux de groupe et la clôture du forum.

### **1. Visite de terrain**

La matinée a été consacrée à la sortie sur le terrain pour visiter trois sites en lien avec la production rizicole. Pour cela, les participants ont été répartis en trois groupes suivant le centre d'intérêt de chacun. Le premier groupe a visité l'usine d'assemblage de tracteur « Mali-tracteur » et le Centre d'Expérimentation et de Machinisme Agricole de Samanko « CEMA ». Les deux sites sont situés à une vingtaine de kilomètre au sud de Bamako. Le deuxième groupe a visité le complexe agricole « Toguna Agro-Industrie » situé en périphérie de Bamako sur la route de l'aéroport international Modibo KEITA. Ce complexe industriel produit non seulement des engrais minéraux mais aussi des tracteurs agricoles. Enfin, le troisième groupe a visité une parcelle de SRI en zone Office des Périmètres Irrigués de Baguinéda (OPIB). Ce site est situé à une trentaine de kilomètre à l'Est de Bamako.

### **2. Restitution des travaux de groupe en plénière**

#### **2.1. Présentation des résultats du groupe 1.**

Le groupe a travaillé sur les politiques et stratégies existantes dans les pays en faveur du secteur rizicole et du SRI, des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de des politiques d'une part, et des solutions proposées et futurs axes de recherche d'autre part.

##### **2.1.1. Les politiques et stratégies régionales en faveur du secteur rizicole et du SRI**

En commun dans tous les pays on a les initiatives suivantes :

- le Programme détaillé de Développement de l'Agriculture africaine (PDDAA) ;
- le Programme régional d'Investissement agricole (PRIA) ;
- le Projet Régional de Développement de Chaines de Valeur Résilientes pour le Riz (REWARD) ;
- le projet RICOWAS : Renforcer la production de riz résiliente au climat en Afrique de l'Ouest ;
- le projet ECOWAP :

- la Politique Agricole de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (PAU).

De manière spécifique dans les pays on peut noter :

#### **Au Burkina Faso**

- la Stratégie de Développement Rural (SDR) à l'horizon 2016-2025;
- Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) 2021-2025 ;
- l'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 ;
- la Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR) II (2020-2030).

#### **En Côte d'Ivoire**

- Vision 2030 Côte d'Ivoire solidaire ;
- Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR) ;
- Programme national d'investissement agricole 2021-2030 ;
- Programme national de Développement ;
- Stratégie semencière.

#### **En Guinée**

- la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture en Guinée (SNDR2), vision 2030 ;
- la Stratégie de Développement des Semences de riz ;
- le Programme de développement de la chaîne de valeur du riz (PDCV-Riz) ;
- le Systèmes d'Activités Rizicoles en Territoire de Mangrove (SARITEM).

#### **Au Mali**

- la Loi d'Orientation Agricole (LOA) ;
- le Programme de Développement Agricole (PDA) ;
- la Stratégie nationale de développement de la riziculture (SNDR 3) ;
- le Programme Nationale de Système de riziculture Intensif (PNSRI) ;
- le Plan National d'investissement du Secteur Agricole (PNISA) ;
- le Programme national d'investissement prioritaire (PNIP) ;
- la Stratégie nationale de la mécanisation.

#### **Au Sénégal**

- le Programmes Nationaux d'Investissement agricole (PNIA) ;
- l'Agenda National de Transformation SENGAL 2050 ;
- la Stratégie Nationale de Développement 2025 – 2029 ;
- la Lettre de politique sectorielle de développement de l'Agriculture et de l'Elevage (LPSDAE/2025-2029) ;
- le Programme National d'Autosuffisance Riz ;
- le Programme de Développement des Chaines de Valeur Riz (PDCVR) ;
- le Projet de Valorisation des Eaux pour le développement des Chaines de Valeur (PROVALE-CV).

### **2.1.2. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques et stratégies**

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des politiques et stratégies au profit de la riziculture en général et du SRI en particulier se résume entre autres à :

- le déficit de portage et manque de financement de la mise en œuvre des engagements internationaux, régionaux et sous régionaux ;
- la multiplicité des acteurs et des interventions publiques et privées et manque de coordination et de synergie ;
- la volonté politique faiblement matérialisée (CCM Décrets...) ;
- la dépendance du secteur au financement extérieur (projets et conventions) ;
- l'interprofession riz n'est pas toujours suffisamment audible ;
- la faible visibilité des programmes auprès du pouvoir public ;
- la faiblesse des ressources humaines en quantité et en qualité.

### **2.1.3. Solutions proposées pour lever les défis**

Les pistes de solution proposées sont entre autres :

- la matérialisation de la volonté politique ;
- l'implication effective des organisations professionnelles agricoles ;
- l'indexation des financements sur les ressources propres du pays ;
- la mise en place d'un comité de pilotage impliquant les acteurs clés de la chaîne de valeur ;
- la facilitation de l'accès aux intrants et aux matériels de mécanisation ;
- l'Assurer la maîtrise de l'eau sur les sites de production ;
- le renforcement des capacités des organisations professionnelles agricole et les services techniques de l'état.

### **2.1.4. Axes de recherche à l'échelle régionale**

Ce sont :

- la recherche variétale ;
- la gestion de l'eau et de la fertilité des sols ;
- les itinéraires techniques de production et de transformation ;
- l'adaptation des équipements agricoles ;
- l'évaluation de l'impact et du taux d'adoption du SRI ;
- la contribution du SRI à la réduction des émissions des gaz à effet de serre.

## **2.2. Présentation des résultats du groupe 2**

Le groupe a travaillé sur les mécanismes, les difficultés et les solutions proposées dans la cadre du financement du SRI.

### **2.2.1. Mécanisme de financement du secteur rizicole**

A l'échelle régionale, les types de mécanismes existants sont entre autres :

- le Projet régionaux (RICOWAS etc....) ;
- le RIZAO (Togo-Côte d'Ivoire- Sénégal) ;
- l'Offensive riz.

A l'échelle nationale on peut citer entre autres :

- le budget national ;
- la subvention publique ciblée (FNDA au Bénin) ;
- les partenaires techniques et Financiers (Projets nationaux) ;
- le crédit agricole adapté (à taux bonifié ou différé) ;
- la banque de développement agricole ;
- le partenariat Public-Privé ;
- la cotisation des interprofessions.

### **2.2.2. Difficultés dans la mise en œuvre des mécanismes de financement**

Parmi les goulots d'étranglement au financement de la riziculture en général et du SRI en particulier on peut noter :

- le faible accès au crédit agricole ;
- le manque de garanties et de fonds de sécurisation ;
- le faible accès aux assurances agricoles ;
- l'insuffisance de dispositifs publics de financement ciblé ;
- la faible structuration des producteurs ;
- la méconnaissance des fonds Climats ;
- la méconnaissance du secteur agricole par les acteurs financiers ;
- la non-durabilité des financements extérieurs ;
- le non-respect de l'engagement de l'Etat dans l'exécution des projets.

### **2.2.3. Axes de recherche à l'échelle régionale**

- faire l'état des lieux des assurances agricoles au niveau régionale et identifier des modèles adaptés au SRI ;
- déterminer l'impact de l'adoption du SRI sur la sécurité alimentaire et les revenus ;
- analyser les risques et les mesures de mitigations pour améliorer l'accès au financement.

## **2.3. Présentation des résultats du groupe 3**

Le groupe 3 a travaillé sur les pratiques qui permettent l'adaptation et l'atténuation des effets du changement climatique, les méthodes d'évaluation des gaz à effet de serre (GES).

### **2.3.1. Pratiques d'adaptations et d'atténuation des effets du changement climatiques en lien avec le SRI**

- dans la stratégie qui portera sur la limitation de l'acidité des sols et l'eutrophisation des cours d'eau, la pratique portera sur l'utilisation de la fumure organique ;
- l'utilisation de la technique AWD est préconisée pour favoriser une gestion efficiente de l'eau et réduire les émissions de gaz à effet de serre ;
- l'aménagement sommaire des basfonds (smart valley) permettra une gestion efficiente de l'eau ;

- les semis sous couvert végétal (scv) favoriseront la gestion efficace de l'eau pendant les périodes de sécheresse, et limite la pression des MH ;
- la rotation culturale permet l'amendement et améliore la fertilité des sols ;
- l'utilisation des variétés intelligentes face au climat améliore la résilience à la sécheresse ou à l'inondation ;
- la minimisation de l'utilisation des pesticides promeut une agriculture de conservation et limite la pollution des sols et de l'eau ;
- le repiquage en ligne réduit la densité des plants donc les émissions des GES ;
- la promotion du semis à sec du riz avec des semoirs adaptés permet de réduire la densité des semis donc limite les émissions de GES, perturbe moins le sol et permet de gérer les périodes de sécheresse.

### **2.3.2. Méthodes d'évaluation des gaz à effet de serre**

- mesure de l'équivalent des gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>, Méthane, NO<sub>3</sub> ;
- bilan des émissions des gaz à effet de serre ou bilan CO ;
- chromatographie à gaz.

### **2.3.3. Axes de recherche à l'échelle régionale**

- étude socioéconomique sur la rentabilité du SRI dans différents systèmes de production ;
- adaptation des pratiques SRI en fonction des systèmes de production conformément aux 4 principes ;
- évaluation des gaz à effet de serre dans les différents systèmes de production ;
- étude de mécanisme de gestion de l'eau en SRI dans les différents systèmes de production ;
- adaptation de la petite mécanisation en relation avec le SR ;
- évaluation des doses de fumure organique adapté aux zones agroécologiques.

## **2.4. Présentation des résultats du groupe 4**

Le groupe a travaillé sur les aspects liés à l'accès au marché. Les points abordés ont été entre autres : les barrières qui peuvent freiner la promotion du secteur, les solutions potentielles et les axes de recherche à l'échelle régionale.

### **2.4.1. Barrières à l'atteinte de la sécurité alimentaire des pays par le SRI**

Les principales contraintes sont entre autres :

- l'insécurité, l'insurrection et l'instabilité politique ;
- le changement climatique et les effets néfastes sur la production rizicole ;
- l'insuffisance de communication entre les acteurs de la chaîne de valeur du riz ;
- les infrastructures inadéquates telles que les routes, les systèmes d'irrigation, les installations de stockage et de commercialisation ;
- des systèmes de commercialisation du riz sous-développés ;
- l'existence de barrières commerciales et des droits de douane notamment ;
- la dépendance excessive à l'agriculture pluviale en raison de la médiocrité et de l'insuffisance des installations d'irrigation ;

- les coûts de production potentiellement élevés par rapport au riz importé ;
- l'accès limité des agriculteurs aux intrants agricoles tels que les semences, les engrais et les produits agrochimiques ;
- un système semencier sous-développé, notamment absence de banque de gènes pour la conservation du matériel génétique ;
- l'absence de réglementations et de processus de certification unifiés pour les produits à base de riz.

#### **2.4.2. Solutions proposées pour lever les barrières**

Les solutions proposées sont entre autres :

- la résolution des problèmes liés à l'insécurité, à l'insurrection et au banditisme ;
- l'adoption de pratiques de production de riz résilientes au changement climatique dans toute la région ;
- l'élaboration d'une réglementation stricte pour protéger les marchés régionaux ;
- l'amélioration des infrastructures telles que les installations d'irrigation, les routes, les transports et les installations de stockage ;
- le renforcement des circuits de commercialisation et de distribution du riz ;
- l'élaboration d'une certification et une norme unifiées pour la commercialisation du riz dans la région ;
- l'élaboration et l'application d'un accord commercial unifié entre les pays de la région ;
- la fourniture des banques de gènes pour le stockage du matériel génétique afin de garantir un système semencier efficace ;
- la garantie de la disponibilité de semences de meilleure qualité pour accroître la productivité du riz.

#### **2.4.3. Axes de recherche à l'échelle régionale**

- études de faisabilité sur la création d'un marché régional du riz en Afrique de l'Ouest ;
- cartographie des semences pour diverses agroécologies de la région afin de faciliter la production et l'agrégation de paddy de bonne qualité destiné à la transformation ;
- étude de la qualité du riz usiné dans la région ;
- enquête de conformité aux normes et à la certification.

### **3. Présentation de la synthèse des travaux**

A l'issue des travaux (Panels, SRI dans les pays et travaux de groupes), l'équipe de rapportage appuyée par les facilitateurs des groupes de travail sur la direction du représentant de la GIZ (monsieur Yaya BALLO) ont fait une synthèse en termes d'acquis, de défis et d'éléments de feuilles de route pour la promotion du SRI.

#### **3.1. Acquis communs à tous les pays**

### **3.1.1. Dans la mise en place du SRI dans les pays**

- SRI connu et présent dans tous les pays ;
- SRI Niveau d'adoption variable.

### **3.1.2. Preuves scientifiques**

- avantages économiques;
- augmentation du revenu;
- amélioration de la productivité;
- gestion efficiente de l'eau d'irrigation ;
- création d'emplois surtout pour les femmes et les jeunes ;
- impact sur l'émission des GES.

### **3.1.3. Ancrage du SRI dans les politiques**

- cohérence du SRI avec les politiques des pays et au niveau régional;
- SRI pour une transition vers l'agroécologie :
- contribution Déterminée Nationale (CDN) ;
- contribution à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

### **3.1.4. Accès au Financement**

- accréditation des banques pour les fonds climat ;
- contribution significative des PTF pour la mise en œuvre du SRI ;
- existences des fonds compétitifs pour la recherche/développement ;
- produits financiers.

### **3.1.5. Outillage pour le renforcement des capacités**

- existences des documents techniques d'information/ outils pédagogiques ;
- existence des formateurs/maitres formateurs;
- existences des formateurs endogènes.

## **3.2. Défis communs aux pays**

### **3.2.1. Gouvernance institutionnelle et opérationnelle de la filière Riz**

- structuration des acteurs ;
- faible concertation entre les décideurs politiques ;
- faible coordination dans les interventions.

### **3.2.2. Politique de subvention des importations du riz**

- compétitivité de la filière
- mécanisme de régulation d'importation du riz
- politiques incitatives

### **3.2.3. Des Questions Techniques**

- définition des profils de produit pour les segments du marché
- adaptation des équipements au contexte du SRI
- faible niveau d'adoption du SRI

- génération de bases de données sur le SRI pour les décideurs
- évaluation des GES et des apports d'eau
- accès aux semences SRI

#### **3.2.4. Financements/Investissements/Renforcement de Capacité**

- Aménagement hydroagricoles « maîtrise de l'eau »
- Insuffisance de Financement de l'Etat
- Relève des projets à la fin
- Mécanisation des opérations culturales
- Assurance agricole

### **3.3. Eléments de feuilles de route pour la promotion du SRI**

#### **3.3.1. Génération des données pour les décideurs (Court terme)**

- Etude sur l'impact d'adaptation du SRI sur la sécurité alimentaire et le revenu ;
- Etat des lieux des assurances agricoles au niveau régional et proposition de modules adaptés SRI ;
- Bases de données pour les décideurs nationaux et régionaux ;
- Evaluation des GES et des apports d'eau ;
- Etat des lieux des assurances agricoles au niveau régional et propositions de modules adaptés SRI ;
- Foncier.

#### **3.3.2. Programme de Promotion SRI au niveau National et régional (Court terme)**

- Elaboration et mise en œuvre de programmes nationaux, régionaux et subrégionaux de promotion du SRI ;
- Renforcement des capacités ;
- Semences ;
- Compétitivité ;
- Transformation ;
- Mécanisation ;
- Digitalisation.

#### **3.3.3. Fonds climats Nationaux et Internationaux (Court terme)**

- Renforcement des capacités nationales pour l'accès aux fonds climat (y compris crédit carbone) ;
- Coaching pour élaboration et mise en œuvre des projets au niveau national et régional ;
- Coordination entre les structures accréditées au niveau régional ;
- Bases de données pour les décideurs nationaux et régionaux.

#### **3.3.4. Appui institutionnel pour le financement SRI (Moyen terme)**

- Réorienter une partie des taxes d'importation de riz pour le financement du SRI ;
- Prélèvement sur la production ;

- Partenariat Public Privé ;
- Mesures incitatives – intrants, mécanisation, financement ;
- Aménagement des périmètres rizicoles ;
- Réalisation d'infrastructures structurantes ;
- Guichet de financement SRI ;
- Fonds régional pour la mise à échelle de SRI.

### **3.3.5. Questions agronomiques (Court terme)**

- Adaptation des équipements aux contextes SRI ;
- Adaptation des pratiques SRI en fonction des systèmes de production ;
- Recherche action en appui au SRI.

### **3.3.6. Mise à échelle des BPA (Moyen terme)**

- Capitalisation des bonnes pratiques de mise en œuvre du SRI à l'échelle régionale ;
- Formation des formateurs TOT ;
- Formation des producteurs ;
- Digitalisation des pratiques SRI ;
- Note d'information Policy brief (note politique).

### **3.3.7. Gouvernance de la filière (Moyen terme)**

- Structuration des acteurs ;
- Coordination des actions à l'échelle nationale et régionale ;
- Mise en place d'une plateforme des acteurs au niveau national et régionale sur le SRI.

### **3.3.8. Accès au marché (Long terme)**

- Etude régional sur les segments de marché ;
- Mécanisme régional de régulation des importations ;
- Etude régionale sur l'état des lieux des barrières ;
- Applications numériques sur les Systèmes d'Information sur les marchés.

### **Dans le cadre du financement du SRI :**

- Elaboration d'un Programme National de promotion du SRI ;
- Création d'un guichet de financement SRI dans les fonds agricoles nationaux ;
- Mobilisation des fonds climatiques internationaux pour financer le SRI (Fonds Vert pour le Climat et Fonds d'Adaptation) ;
- Développement de mécanismes de garantie et d'assurance adaptés ;
- Appui à la structuration des coopératives rizicoles SRI ;
- Instauration d'incitations fiscales et réglementaires (mesures incitatives).

## **4. Cérémonies de clôture**

En l'absence des officiels prévus (partis à l'enterrement de l'épouse du DG de l'IER, décédée la veille), la cérémonie de clôture a été marquée par les interventions de certaines personnalités désignées par les participants. Elle a été marquée par l'intervention d'un participant du Libéria, du représentant du Directeur d'AfricaRice, d'un représentant du Benin, de Président de l'Interprofession riz et du DSAT, représentant du DG de l'IER.

**Intervention du participant du Liberia :** Il a adressé ses sincères remerciements au Premier Ministre du Mali et aux autres membres du Gouvernement qui ont rehaussé par leur présence le niveau du forum. Il a ensuite remercié GIZ pour tout le soutien financier qui a permis l'organisation du présent forum. Il a ensuite exprimé toute sa satisfaction au sortir de ce forum qui pendant trois jours a permis aux participants d'échanger, d'apprendre toute chose nécessaire à la promotion du SRI dans les différents pays.

**Intervention de Dr Elliott (représentant DG Africa-Rice) :** Au nom du Directeur général de Africa-Rice il a adressé ses remerciements à GIZ, à l'IER pour avoir relevé le défis d'une organisation réussit de ce forum qui a été tenu dans un contexte marqué par les changements climatiques. Il s'est réjoui d'avoir énormément appris des panels animés par d'éminentes personnalités et aussi de tous les participants. Il enfin prit l'engagement de rendre fidèlement compte à son Directeur général et de travailler ensemble pour relever les défis posés à la promotion du SRI pour l'accroissement de la production du riz.

**Intervention de Dr BELLO (Benin) :** Après avoir remercié tout le monde, elle a affirmé que ces trois jours d'intenses activités ont été de véritables renforcements de capacités des participants, tant les leçons apprises ont été nombreuses et importantes. Elle expliqué que les défis liés au SRI sont nombreux, mais que les acteurs ici présents sont des ambassadeurs pour le plaidoyer autour du SRI dont les objectifs permettent de relever les défis de la sécurité alimentaire. Elle a aussi rappelé que le Mali qui a pris de l'avance sur les autres pays en matière de SRI doit servir d'exemple aux autres pays en termes d'engagement politique. Elle a enfin adressé un remerciement spécial à Dr Karim TRAORE qui est une des figures emblématiques de la recherche sur la riziculture.

**Intervention de monsieur Faliry BOLLY (Président de l'interprofession de la filière riz du Mali) :** Il a souhaité un bon retour à tous les participants dans leur pays respectifs. Il a aussi émis un souhait de voir beaucoup plus d'agriculteurs à prendre part aux prochains forums sur le SRI.

**Intervention de monsieur M'Piè BENGALY (représentant le DG de l'IER) :** Il a commencé par saluer tous les participants pour leur participation à ce forum et a présenté toutes les excuses au nom du DG de l'IER pour les quelques ratés qui ont été constatées çà et là au cours des trois jours de travaux. Il a expliqué que tous les

participants se sont pleinement engagés dans les débats qui ont été animés à travers les panels, la présentation des SRI par pays et les travaux de groupes. Cet engagement a permis d'atteindre les objectifs du forum. Il a enfin pris l'engagement au nom du DG de l'IER que les résultats du forum seront transmis aux autorités politiques du pays. Avant de déclarer clos les travaux du forum, il a souhaité un bon retour à tous les participants dans leurs pays et foyers respectifs.

**Les rapporteurs :**

Dr Adama KORBO  
Dr Urbain DEMBELE  
Dr Bréhima TANGARA